

De l'ambition pour l'écologie politique

Nous militant·e·s écologistes, venu·e·s de tous les territoires et de différentes sensibilités, appelons, à un moment charnière de notre histoire, à la création d'un grand mouvement de l'écologie politique. Car nous avons pour objectif commun de nous dépasser pour construire une alternative crédible et désirable qui ait vocation à devenir majoritaire.

Pour réussir ce dépassement, nous proposons de lancer, avant l'étape nécessaire de refondation, des États Généraux de l'écologie politique, avec l'ensemble des allié·e·s de l'écologie. Ces États Généraux nous permettront d'adopter une nouvelle structuration, organisation et gouvernance, préfigurant ainsi la création de ce grand mouvement que nous voulons ouvert à la société civile, aux citoyen·ne·s et aux penseurs du Monde d'Après, afin de rassembler toutes celles et ceux qui se retrouvent dans les valeurs communes de l'écologie.

Nous souhaitons réaffirmer par là la nécessité de l'autonomie de l'écologie politique comme notre boussole car nous avons la conviction profonde que l'écologie politique n'est pas compatible avec les droites néolibérales, réactionnaires et extrêmes mais pas pour autant soluble dans les gauches productivistes ou jacobines.

Sans compromission, nous souhaitons porter la singulière voix de l'écologie politique dans le débat public et au-delà. Si nous voulons réussir ce pari, nous devons savoir tirer les leçons du passé, de nos erreurs, de nos succès comme de nos échecs, et nous donner les moyens réels de nos ambitions.

Les congrès s'enchaînent, se suivent et se ressemblent. Nous dépensons trop d'énergie à trancher des décisions internes, quand nos adversaires en externe sont parfaitement identifié·e·s. Force est de constater que les belles promesses ne suffisent plus et que nous avons plus que jamais besoin de nous fixer un cap et faire preuve de constance, de réinventer nos pratiques internes pour qu'elles soient plus éthiques, plus démocratiques et de renouveler profondément notre organisation. Notre responsabilité face à l'urgence climatique, sociale et démocratique est immense et nous oblige. L'effondrement nous menace et la décroissance s'impose. Il est temps de nous rassembler, de nous dépasser, de nous refonder si nous voulons conquérir le pouvoir et être à la hauteur de l'enjeu.

Si vous souhaitez échanger, nous soutenir et nous rejoindre, contactez nous :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeYEcaqWVJRUMWOn5mA-IB_bHXMkph3iCeGP0KhO3aQsQohgA/viewform?usp=sf_link

“Avec le congrès qui aura lieu dans les prochains mois, l'écologie politique est à la croisée des chemins. Un moment crucial pour nous questionner sur notre avenir.”

Après des séquences électorales éprouvantes et alors qu'un sentiment de morosité a parfois pu gagner nos rangs, retrouvons du sens, notre enthousiasme, faisons venir à nous et accueillons celles et ceux qui se battent pour la justice climatique et sociale. Pour pouvoir mieux repartir, répondons aux questionnements et frustrations légitimes de nombre de militant·e·s. Tout à la fois nos repères stratégiques, notre socle idéologique et nos pratiques internes et militantes doivent être débattus et réinterrogés pour mieux être affirmés.

Avec le congrès qui aura lieu dans les prochains mois, l'écologie politique est à la croisée des chemins. Un moment crucial pour nous questionner sur notre avenir. Quel bilan pouvons-nous tirer ? Quel avenir pour notre mouvement ? Sur quelle base utopique/idéologique/programmatique ? Quels objectifs ? Quelle est la meilleure stratégie pour les atteindre ? Comment structurer notre organisation entre aspiration à plus de démocratie interne et impératif d'efficacité pour y parvenir ?

Pour préparer l'avenir, il faut revenir aux racines de notre engagement, aux sources de notre histoire en retissant du lien avec l'histoire longue de l'écologie politique. Nous ne venons pas de nulle part. L'écologie politique est un projet systémique, qui prône la défense du vivant en transformant notre rapport au monde, en s'appuyant sur une écologie environnementale (le rapport de l'être humain à la nature), sociale (le rapport de l'être humain avec d'autres êtres humains) et intime (le rapport de l'être humain avec lui-même).

Nous sommes les héritières et héritiers de pionnières et pionniers de l'écologie, les relais des acteurs associatifs et de la société civile et les défenseurs des lanceurs et lanceuses d'alerte qui ont su porter nos combats et notre voix de la rue jusqu'aux institutions.

Bien avant la création du mouvement partidaire, des personnalités, intellectuel·le·s, scientifiques, artistes, philosophes, romancier·e·s, historien·ne·s, politiques, associations ont jeté les bases d'une pensée écologique dans toute sa diversité mais qui reste à structurer. Cette pensée continue d'être alimentée, d'évoluer, de se ramifier. Notre engagement s'inscrit sur le terrain, contre l'État bureaucratique et technocratique tout puissant, contre l'obsession productiviste, consumériste et croissantiste mais aussi à l'intersection des luttes – sociales, tiers-mondistes, pacifistes, antiracistes et contre l'antisémitisme, féministes, animalistes, LGBTQIA, antivalidistes... – contre les violences discriminatoires d'où qu'elles viennent, qui qu'elles visent et sous toutes leurs formes.

Nous cherchons à poser les bases d'une société apaisée, qui n'oppose plus l'humain au vivant et aux écosystèmes dont il fait partie, ni les êtres humains entre eux. La création du mouvement de l'écologie politique en 1984 a élargi le terrain des luttes. Si la tentative initiale cherchait à pousser les autres offres politiques à intégrer l'écologie dans la vie des Français·e·s – autrement dit à gagner la bataille culturelle – il a fallu de nombreuses années avant de réaliser que cette stratégie d'influence était insuffisante et qu'il fallait conquérir le pouvoir pour enfin mettre en place la société écologique. Il a fallu que des pionniers et pionnières tirent la sonnette d'alarme, qu'elles et ils manifestent, tractent, bloquent, boycottent, squattent et s'accrochent d'un processus électoral peu démocratique avec l'absence de proportionnelle et l'hyper-personnalisation de nos institutions.

Mais le dérèglement climatique, la montée des inégalités, la justesse et la constance de nos diagnostics et propositions, ont fini par trouver un écho chez les électeurs et électrices.

“Si l’objectif d’avoir de nouveau un groupe écologiste à l’Assemblée est atteint, nous ne pouvons nous réjouir du score historique de l’extrême-droite...”

Après la séquence réussie des européennes 2019, où l’écologie a redressé la tête, nous nous fixons comme objectif de nous donner les moyens de conquérir le pouvoir. Cela signifie fonder un grand mouvement de l’écologie politique, nous ouvrir davantage sur la société civile dont nous faisons partie, puis nouer des alliances qui nous permettent de gagner.

Les municipales 2020 nous donnent de bons espoirs avec l’élection de maires écologistes dans nombre de grandes villes du pays (Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Poitiers, Besançon, Tour, Colombes...) et des positions de groupe pivot dans d’autres (Paris, Rennes, Nantes), sans oublier la victoire dans l’importante Métropole Lyonnaise.

En 2021, nous ne transformons pas l’essai : nous ne remportons aucune région bien que nous parvenions à augmenter le nombre de nos conseiller·e·s dans les départements et régions.

Quelques mois plus tard, en dépit des débats de très bonne tenue, révélateurs de la richesse de la pensée écologiste et qui la placent au centre de l’actualité, la primaire des écologistes ne fait pas décoller le candidat choisi et cristallise l’existence de quatre tendances, proches, chez les écolos.

Peinant à démarrer, ne réussissant pas à rassembler au-delà de l’écologie, s’appuyant sur un projet solide mais pas assez lisible, la candidature écologiste est progressivement devancée dans les sondages puis laminée par le vote utile.

Le résultat de la présidentielle, en dessous des 5%, nous pousse à la stratégie de Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale aux élections législatives où les écologistes obtiennent un groupe de 23 député·e·s, dont 15 EÉLV qui peinent encore à faire entendre leur voix propre au sein de l’hémicycle.

La fissuration du pôle écolo s’amplifie et fragilise encore la possibilité de constituer un grand mouvement de l’écologie lors du congrès de décembre.

Ces résultats en demi-teinte montrent plus que jamais les limites d’un système institutionnel à bout de souffle, créant une situation d’instabilité politique inédite sous la Vème République. Si le Président de la République n’a pas sa majorité absolue, la NUPES n’a pas la majorité relative espérée et si l’objectif d’avoir de nouveau un groupe écologiste à l’Assemblée est atteint, nous ne pouvons nous réjouir du score historique de l’extrême droite qui parvient à se normaliser dans nos institutions et devient le premier groupe d’opposition à l’Assemblée, alors que gauche et écologistes frôlent leur plus bas étiage.

Cet échec est collectif. L'analyse que l'on peut en faire met cependant en évidence plusieurs erreurs stratégiques :

- En actant un calendrier tardif de désignation de la candidature de l'écologie qui ne nous laisse pas suffisamment de temps pour rassembler d'abord les écologistes, ensuite la gauche progressiste et européiste et a laissé à d'autres l'espace médiatique.
- En ne lançant pas avant les présidentielles la fondation d'un grand mouvement de l'écologie politique, alors que nos partenaires du Pôle écologiste y étaient prêt-e-s, et en nous privant ainsi d'élan et d'une opportunité historique de réunification de la famille écologiste.
- En menant une campagne dans laquelle la stratégie de la campagne a parfois manqué de clarté et de constance.
- En nous adressant insuffisamment et avec difficulté à l'ensemble des Français-e-s (quartiers populaires, ruralité et jeunesse...), en portant mal les réponses à leurs préoccupations.
- En désignant tardivement nos candidat-e-s aux législatives et en modifiant une nouvelle fois les règles de désignation au dernier moment, ce qui a focalisé sur l'interne au moment où il fallait convaincre à l'externe.
- En n'allouant pas de moyens suffisants pour rédiger et surtout faire entendre un projet convaincant définissant une société écologiste désirable et le chemin pour y aboutir.
- En privilégiant dans les négociations, les territoires de nos maires et en renforçant nos bastions actuels - au risque d'en faire des baronnies - et en invisibilisant les écolos là où les conquêtes s'avéraient possibles (Lille, Rennes, Seine-Saint-Denis,...).
- En sacrifiant les candidatures des quartiers populaires ou représentant les diversités. Le virage stratégique s'est fait dans l'urgence et sans débat.
- En proposant des votes bloqués, qui ont paralysé le conseil fédéral, notre "Parlement" interne, et en le malmenant par impréparation.

Tout cela nous affaiblit dans les négociations et dans les urnes et nous empêche d'obtenir le nombre de député-e-s espéré. La singularité de l'écologie politique est peu audible dans la séquence Le prochain congrès doit nous permettre de nous ressaisir.

“Nous devons retrouver notre autonomie pour affronter les prochains défis dont les prochaines élections européennes.”

L'affrontement des motions depuis le congrès de Saint-Denis de 2019 et l'équilibre à trouver entre deux cultures stratégiques différentes (stratégie d'influence et stratégie de conquête) a brouillé nos messages et rendu peu lisibles nos objectifs. Ces divergences nous nuisent régulièrement depuis 2010. En trébuchant ainsi sur la dernière marche après des succès encourageants cela n'a fait qu'exacerber les attermoissements et les changements de pieds sur la ligne politique.

Avec 120 000 participant.e.s à notre primaire et en nous soutenant financièrement après l'appel à dons pour rembourser les dépenses de campagnes, les Français·es ont fait la démonstration de leur souhait que vive l'écologie politique. C'est pourquoi nous défendons avec conviction l'autonomie de l'écologie politique dans le respect du fédéralisme et du principe de subsidiarité qui implique le respect du choix des militant·e-s localement. Beaucoup défendent cette autonomie au sein des écologistes mais l'affirmer ne suffit pas. Les sondages ne doivent pas conditionner nos décisions stratégiques. Nous devons nous donner les moyens de l'autonomie en proposant un bulletin écologiste dès le premier tour partout où cela est possible et en construisant les conditions de celle-ci partout ailleurs, y compris en s'assurant que nos coalitions ponctuelles ne nous placent jamais en position de force supplétive.

L'accord avec la NUPES était avant tout un accord électoral, il n'a donc pas vocation à perdurer dans le temps. Nous devons retrouver notre autonomie pour affronter les prochains défis dont les prochaines élections européennes. Notre histoire politique est profondément européiste et fédéraliste, nous ne devons pas déroger à nos valeurs humanistes. Fidèles à nos convictions, nous souhaitons incarner une force constructive, une force de proposition en accord avec notre idée d'une VI^e République.

Pour réussir à convaincre les Françaises et Français et ancrer l'écologie dans les territoires, il faut :

- Se dépasser, se transformer, se refonder en clarifiant et construisant une force politique solide. C'est pourquoi nous proposons de lancer des états généraux de l'écologie politique avant l'étape de refondation pour une nouvelle structuration et une nouvelle gouvernance. Cette étape permettra de créer le grand mouvement de l'écologie politique sur un socle utopique/idéologique/programmatique clair.
- Tenir dans le long terme la stratégie et la ligne politique :
 - Réfléchir, soumettre au débat et au vote des militant·e-s chacun de nos choix stratégiques majeurs.
 - Assumer une parole politique propre au parti et veiller à ne pas déplacer le centre de gravité du parti vers le Parlement.
 - Se fixer des objectifs précis (nombre d'adhérents, actions, sujet dans le débat public, campagne nationale, etc.) et en évaluer la pertinence à intervalles réguliers de façon à être d'ici 5 ans, le parti de toutes celles et ceux qui se reconnaissent de l'écologie.
 - Développer un parcours d'accueil et de formations militantes (organisation interne, analyse électorale, négociations, méthode de recrutement, fondamentaux de l'écologie et fonctionnement des institutions, etc.), ce qui nécessite davantage de moyens humains et financiers.
 - Assumer la radicalité de notre projet en mettant en route dès aujourd'hui le travail de co-construction de ce projet pour 2027 et nous doter des moyens permettant de conduire une campagne nationale.
- Faire évoluer notre structure, notre organisation et notre démocratie :
 - Renouveler nos outils digitaux afin de simplifier, fluidifier et rendre plus désirable l'animation interne en rationalisant les outils, pour diffuser l'information sans la noyer, créer le débat, simplifier la stratégie de communication politique et de mobilisation, et les ouvrir à nos sympathisants

- Développer des espaces pour produire de nouvelles idées en renouvelant l'organisation interne et ouvrir des espaces sur l'extérieur (fondation de l'écologie, think tanks...)
- Développer nos moyens de communication et d'éducation populaire (médias, instituts de sondage...).
- Redevenir une force politique attrayante pour une partie des Françaises et Français en incarnant une écologie qui renoue avec nos territoires et leurs populations
- Réinventer nos pratiques militantes :
 - Faire évoluer nos actions directes en dialogue avec et en appui des luttes et encourager à s'engager dans les coopératives, les projets d'habitat collectif....
 - Créer un espace de réflexion pour lever les freins à l'engagement et à la participation de toutes et tous à notre mouvement.
 - Changer notre pratique des motions : les enjeux d'un congrès (stratégie, fonctionnement interne) ne sont pas ceux d'une élection législative. Tout en maintenant le principe de la proportionnelle, il faut arrêter de cristalliser pour 3 ans les équilibres internes, redonner un rôle central au conseil fédéral et aux adhérent·e·s qui ne se retrouvent pas dans les motions et décroiser nos débats.

Si vous souhaitez échanger, soutenir et nous rejoindre, contactez nous :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeYEcqWVJRUMWOn5mA-IB_bHXMKph3iCeGP0KhO3aQsQohgA/viewform?usp=sf_link

Premiers signataires :

Sami Adili, Marie Atallah, Fred Badina, Eric Beal, David Berly, Julien Brunel, Sophie Bussiere, Fanny Chargari, Kader Chibane, Jeremie Crepel, Adrien Delassus, Argentina Denis, Jean-Maurice Denis, Virginie Drapier, Vincent Dubail, Axel Dumont, Guillaume Dumoulin, Valentin Foubert, Nathalie Fromont, Kenzy Gauthierot, Ghizlaine Guessous, Maël Guizou, Steevy Gustave, Sabrina Haerinck, Catherine Hervieu, Chloé Herzhaft, Dawari Horsfall, Thierry Hubert, Morgan Jasienski, Antoinette Kis, Francois Kuseni, Cyrille Larat, Noam Leandri, Jean-Christophe Leclercq, Estelle Lemoine Maulny, Brice Loemie, Claire Loyrette, Patricia Marché, Frederique Millard, Joelle Morel, Pierre Morin, Lou Noiclere, Danon Oyaden, Cyril Pasteau, Quentin Picquenot, Marie-Andrée Queste, Roland Rabeau, Lydie Raër, Emma Rivier, Chloé Sagaspe, Bechir Saket, Eva Sas, Sabrina Sebaihi, Anne Souyris, Vallerie Vallicari, Naceira Vincent, Katy Vuylsteker, Romain Zavallone